

# FMAT 2016

Valence, 31 mars, 1 et 2 avril

## Atelier : Genre, foncier et ressources naturelles

---

**1 – Care, genre et environnement : une proposition scientifique et politique du Collectif GARDENIA** (réseau informel sur genre et agroécologie) suite au colloque Care, Genre et environnement ([www.cge-collectif.com](http://www.cge-collectif.com)), Lyon septembre 2015

**Présenté par : Hélène Guétat-Bernard**, UMR CNRS Lisst-Dynamiques Rurales, ENFA, Toulouse et **Pascale Moity Maizi**, anthropologue, Supagro-Montpellier / Institut des régions chaudes, UMR Innovation, Pôle foncier (<http://www.pole-foncier.fr/>), Montpellier

Alors que les attitudes et pratiques de *soins* ont été dévalorisées, déconsidérées, les enjeux contemporains, face aux crises environnementales nécessitent une rupture philosophique et politique. La prise en compte des voies/voix des femmes, c'est admettre leur place dans la protection et la gestion de l'environnement. Leurs engagements pratiques (en lien avec l'alimentation notamment) expliquent leurs préoccupations particulières envers les questions de précaution, d'attention, de soin (aux plantes et aux animaux). Loin d'une posture différencialiste et naturaliste, le propos est de valoriser ces savoirs et compétences et de comprendre comment ces préoccupations sont construites socialement. Entrer par les questions de genre, ce n'est pas seulement questionner l'égalité des droits, c'est aussi penser un autre modèle de développement. Le constat est celui du maintien des inégalités d'accès aux ressources. La non prise en compte du genre renforce les inégalités et légitime les rapports de pouvoir. Les femmes rurales aux Suds appuient des changements sociétaux pour que soit reconnu leur part au travail (agricole, alimentaire) et pour le développement. Elles interrogent de l'intérieur des structures familiales la nature des rapports de pouvoir. L'approche par le *Care* introduit ainsi au cœur des débats la primauté à l'interaction sociale et aux articulations collectives. Le Monde est une maison à partager, mais une maison « libérée » des formes de domination.

L'adaptation aux conséquences des changements climatiques suppose des innovations des pratiques paysannes et des modalités d'organisation collective. La division sexuelle du travail, la distribution des ressources, les inégalités dans le pouvoir décisionnaire et dans l'accès aux ressources productives, aux terres agricoles et à la technologie confèrent aux femmes des rôles et des savoirs souvent spécifiques nécessitant d'être analysés et valorisés. L'agroécologie apparaît comme une opportunité de produire « autrement ». Pour bon nombre de femmes et d'hommes, elle est un moyen de valoriser leur participation dans la construction de savoirs agricoles et de promouvoir des formes durables de production. Elle s'inscrit aussi dans une lutte politique de valorisation des savoirs paysans dans des sociétés de plus en plus urbanisées et face à l'industrie agroalimentaire. Les rapports à l'alimentation, à la santé des personnes et à la préservation et valorisation de

l'environnement et du territoire sont des éléments particulièrement mis en avant dans les discours et pratiques des femmes comme base pour la construction d'un modèle de développement rural alternatif agroécologique. Grâce aux savoirs tacites et explicites des paysannes dans la diversité de leurs conditions, les innovations sociales sont à la fois un moyen de valoriser leurs contributions aux systèmes d'activités sur l'exploitation et une réponse de l'action en situation.

## **2 – Agroécologie et féminisme au Nordeste brésilien**

**Héloïse Prévost**, UMR CNRS Lisst-Dynamiques Rurales, Toulouse, France, **Hélène Guétat-Bernard**, UMR CNRS Lisst-Dynamiques Rurales, ENFA, Toulouse, **Gema Galgani Esmeraldo**, Centre d'Etudes Agraires, UFC, Fortaleza Brésil

### **Histoire des luttes sociales pour la terre et l'eau**

Les zones semi-arides comme le Nordeste brésilien sont particulièrement concernées par les effets du changement climatique. Les initiatives d'adaptation recouvrent le souci d'articuler les actions de soins et les revendications d'accès aux droits. Au Brésil, de nombreux mouvements de femmes dans les syndicats agricoles, dans les mouvements sociaux, dans les ONG se battent pour revendiquer un renversement des systèmes de valeurs en pensant les activités de *soins à l'environnement* comme ayant une valeur sociale, culturelle, économique. La valorisation des savoirs paysans par l'agroécologie est un moyen de revendiquer et de légitimer la continuité des luttes sociales paysannes dans le cadre des luttes pour la terre initiées dès les années 1980. L'agroécologie est à la fois un discours politique mobilisateur et un dialogue entre certaines connaissances paysannes et celles des techniciens. L'enjeu est bien la préservation de la conquête politique pour la terre, même si la réforme agraire est toujours d'actualité, en promouvant des techniques agricoles capables de faire face au double défi de l'adaptation au changement climatique et de l'appauvrissement des sols. Ce court article a pour objectif d'expliquer le mouvement pour l'agroécologie et le féminisme dans le contexte de l'histoire des luttes sociales pour la terre et l'eau au Nordeste brésilien et de présenter l'expérience de l'agroforesterie menée par le Cetra, ONG de développement qui accompagne depuis les années 1980 les luttes paysannes.

Dans les années 80, les premiers mouvements de femmes en milieu rural dans le Nordeste se constituent autour de leurs revendications à participer aux programmes d'urgence pour lutter contre la sécheresse dans le sertão (zone du Nord-est du Brésil au climat semi-aride). Seuls les hommes avaient le droit de faire partie des groupes de travail d'urgence. Ces revendications émergent au sein des structures syndicales, soulignant la nécessité des femmes d'être reconnues en tant que travailleuses rurales et questionnant par la même l'invisibilité de leur travail. Dans les années 1990, des mouvements autonomes de femmes rurales émergent, intégrant des espaces politiques, religieux et/ou formatifs appuyés par les ONG, développant une conscience des conditions d'oppression et des inégalités vécues. Au sein d'espaces mixtes (syndicats et mouvements sociaux) ou non-mixtes (mouvements autonomes de femmes, notamment le Mouvement des Femmes Travailleuses Rurales-MMTR dans les neuf états du Nordeste), les femmes rurales constituent des espaces de lutte pour la reconnaissance formelle de leur statut de travailleuses rurales, de leur travail productif, et des espaces de conscientisation d'être des sujets de droits. Les mouvements de femmes sont

parmi les plus organisés au sein des mouvements paysans. Les revendications des femmes rurales sont d'abord centrées sur des problèmes spécifiques tels que les droits pour l'assurance sociale, l'accès à la terre ou l'obtention des mêmes droits que les hommes dans le travail en agriculture. Leur mobilisation joue un rôle essentiel dans l'incorporation de leurs demandes dans l'agenda politique pour l'agriculture familiale, l'agroécologie et la sécurité alimentaire (De Medeiros, 2011). La lutte des femmes rurales, paysannes, quilombolas, etc. pour leurs droits et pour la reconnaissance de leur travail est articulée avec la lutte pour un autre modèle agricole, dénonçant les conséquences et l'oppression du modèle agricole dominant d'agriculture de firme. En 1995, la 1ère rencontre nationale de femmes travailleuses rurales regroupant 22 représentations de femmes de 17 Etats du Brésil a pour but d'unifier la formation et la lutte des femmes travailleuses rurales à l'échelle nationale. A cette occasion est créée l'Articulation Nationale des Femmes Travailleuses Rurales (ANMTR). Cette rencontre porte le débat sur la défense d'un autre modèle de développement autour de nouvelles alternatives de production basées sur l'agroécologie et ayant comme cible l'être humain (Journal des Sans Terres, 1995). À la fin des années 1990, la politique agricole néolibérale est fortement critiquée par les femmes sans terre. Les années 2000 peuvent être considérées comme la période où les agricultrices apparaissent publiquement pour la première fois en tant que productrices rurales. Des Marches de femmes rurales s'organisent revendiquant l'agroécologie, notamment la Marche pour la vie des femmes et l'Agroécologie dans le Paraíba et les Marches des Marguerites (2000, 2003, 2007, 2011, 2013) regroupant différents mouvements de femmes et organisations, coordonnées par la commission nationale des travailleuses rurales de Contag. Le Groupe de Travail Femmes de l'Articulation Nationale d'Agroécologie du Brésil est créé en 2004 afin de porter une réflexion sur le dialogue entre féminisme et agroécologie. Plus récemment, ce dialogue a aussi été repris par la Marche. Lors des mobilisations, les femmes scandent : « Il n'y a pas d'agroécologie sans féminisme », slogan qui porte des pistes et des revendications pour exprimer le féminisme qu'elles veulent exercer et construire. Ainsi, elles rappellent la nécessité de prendre en compte les travaux théoriques issus du féminisme, permettant d'explicitier et de combattre les formes d'oppression, afin que l'agroécologie soit en cohérence avec ses objectifs de repenser les agro-systèmes tout en s'articulant avec l'accès aux droits. Un de ses projets vise à lancer un processus politico-pédagogique d'échanges et de systématisation des expériences réalisées par les femmes.

Dans le Ceará, l'agroécologie est revendiquée et portée en pratiques par différentes sphères : les syndicats ruraux, des ONG comme le CETRA, ESPLAR ou Terramar, des mouvements de femmes rurales comme le MMTR, le MST, Le CÁRITAS mais aussi par des groupes de recherche comme par exemple le NEEPA de l'Université Fédérale du Ceará.

### **L'expérience de l'agroforesterie : comment comprendre la forte implication des femmes**

L'assentamento Maceio (Itapipoca, Ceará) en collaboration avec le Cetra et le monde académique, réalise des initiatives agroécologiques et d'agroforesterie, dans une perspective de valorisation du territoire. L'agroécologie se constitue alors comme instrument de réappropriation du territoire dans une histoire de luttes pour la terre qui se reconfigure sans cesse.

L'assentamento de Maceio à 40 km d'Itapipoca, en bordure de mer, a une histoire exemplaire. Les familles de *moradores* qui vivaient depuis plusieurs générations sur ces terres ont vécu jusque dans les années 1970 sous la domination des patrons de la terre sans avoir le droit de planter de « biens de racines », des arbres ou de construire des maisons. Ainsi, toute autonomie ou permanence sur les terres était impossible, positionnant les *moradores* dans un état de dépendance aux patrons. La connaissance des plantes, notamment par les femmes, s'inscrivait dans des formes de lutte pour la reconnaissance et de survie au quotidien (pour se soigner et s'alimenter). Lorsque la terre a été vendue dans les années 1980 à un entrepreneur ouvrant une entreprise spécialisée dans la monoculture de cocotiers, les paysans et paysannes ont refusé de quitter un territoire marqué par leur culture et leur histoire familiale. Cette entreprise a détruit des zones natives de forêt dite « tambuleiro » pour planter des cocotiers. Des conséquences sur les fleuves et sur la structure même du lac de ces terres se sont immédiatement manifestées. Ils ont été soutenus dans leur lutte par la Comissão Pastoral de la Terre et par un avocat, M. Pinheiro, qui a créé par la suite avec sa femme une ONG, le Cetra, qui accompagne aujourd'hui encore le développement de ce territoire. La mobilisation des paysan-ne-s représentent un tournant dans les rapports de genre, un moment clef où les femmes quittent leur place attribuée et vont en première ligne de la lutte, affrontant, avec enfants dans les bras, les tracteurs venus déboiser les terres. Les réunions d'organisation de la lutte étaient pour beaucoup une première participation politique. Face aux inégalités de prises de parole et au mutisme de nombreuses femmes pendant ces réunions, des groupes de parole non mixtes ont été organisés avec le soutien de Margarida Pinheiro, permettant une auto-organisation des femmes de l'assentamento et jetant les bases de ce qui deviendra quelques années plus tard le Mouvement des Femmes Travailleuses Rurales du Ceará.

Avec l'obtention des droits à la terre en 1985, les familles paysannes ont pu construire des maisons et bénéficier récemment des infrastructures comme des routes, l'électricité, l'eau. Elles ont pu aussi bénéficier des politiques publiques de crédit pour la culture d'arbres de rapport comme le caju ou les cocotiers. La plantation d'arbres a été vécue comme une victoire politique. 354 familles ont obtenu le statut d'*assentados* ; seuls leurs enfants ont par la suite eu le droit de s'installer, avec le statut d'*agregados* sur les terres collectives de l'*assentamento*. Aujourd'hui, l'installation n'est possible qu'au prix d'un changement des systèmes de culture car le modèle de l'abattis brûlis avec des temps de jachère qui diminue ne préserve plus la fertilité des sols. Les « terres ne donnent plus » et les paysages témoignent de leur uniformisation : champ de culture de manioc, champ en polyculture haricot/maïs, plantation de caju et cocotier, jachère, quasi disparition des forêts galeries. La dégradation environnementale est aussi la conséquence de l'emprise foncière et des choix productifs des grands propriétaires qui ont conservé des terres dans le voisinage et même à l'intérieur du territoire de l'*assentamento*. La monoproduction de cocotiers avec l'usage intensif d'intrants chimiques a provoqué une dégradation de la qualité de l'eau et la baisse du niveau d'eau des lagons. D'autres dégradations environnementales sont liées à des entreprises de production de crevettes qui ont dévasté les mangroves et empoisonné l'eau des rivières. Des entreprises éoliennes tentent aujourd'hui de s'installer sur le territoire contre la volonté d'une grande partie des *assentados*, menaçant les ressources hydriques et l'accès aux réserves d'eau ; des projets identiques existent déjà dans le voisinage sur la plage de la Baleia. A l'intérieur de l'*assentamento*, sur un territoire fragmenté, les familles paysannes doivent réfléchir à de nouveaux choix productifs en raison de la baisse de la

fertilité des sols, du manque de réserves foncières et de la baisse du niveau des eaux dans le contexte de saisons des pluies qui sont passées de 6 mois à seulement 2 et encore avec une forte irrégularité depuis ces trois dernières années. Les cultures de rente – caju, cocotiers – rapportent moins et les caju commencent à mourir par manque d'eau. Ainsi le patrimoine productif (arbres, animaux) s'amenuise et on observe déjà une décapitalisation avec la vente d'outils de production.

L'ONG Cetra fait un travail de sensibilisation à l'agroécologie, surtout en direction des femmes qui sont aussi les plus à l'écoute de ces nouveaux apprentissages (<http://www.cetra.org.br/florestacao>). Le programme « *quintal* productif » et « *quintal* pour la vie » s'adressent particulièrement aux femmes car les *quintals* sont des espaces de production où leur place est plus reconnue que dans les champs éloignés où elles travaillent pourtant tout en qualifiant leur travail d'aide. Moins contraintes par l'histoire sociale, elles sont enclines à s'engager dans des expériences nouvelles comme l'agroécologie qui leur permet aussi de valoriser leurs connaissances sur les plantes et les arbres. Les hommes sont culturellement plus enfermés dans une identité masculine qui privilégie l'honneur ; les femmes sont culturellement plus enclines à accepter les questionnements et à s'interroger sur la viabilité des choix productifs. Le projet d'agroforesterie consiste à collecter les connaissances sur les espèces natives d'arbres et d'arbustes, appréciées notamment pour leurs fruits, leurs qualités médicinales, leur bois, leur fourrage, etc. L'agroécologie est vécue comme un hymne à la vie, à la nature, au plaisir de s'inscrire dans un cycle de vie et dans la durée. L'agroécologie est un nouveau moment dans les luttes politiques pour revendiquer une histoire sociale familiale inscrite dans des territoires dont l'enjeu aujourd'hui est la préservation environnementale et face à des projets d'infrastructures touristiques et énergétiques qui restreignent toujours plus le droit à la terre tout en dégradant la qualité environnementale. Outil de valorisation du territoire et de valorisation du lien des personnes aux ressources et aux lieux, l'agroécologie revêt une dimension politique fondamentale située localement.

Le temps de la lutte pour la terre a permis une évolution des rapports sociaux de genre au sein des familles et à l'intérieur des communautés : en revendiquant leurs droits en tant que travailleuses rurales, quelques femmes ont quitté l'espace domestique et ont obtenu le droit à l'expression publique et au sein de l'espace domestique. Aujourd'hui, l'agroécologie dans le contexte du changement climatique et de la fragilité des ressources productives – terre et eau – est un moment essentiel pour faire de la terre et de l'eau un enjeu patrimonial à transmettre. Cela suppose que les hommes acceptent de réfléchir à un autre modèle productif en utilisant des composts écologiques, du paillage, l'agroforesterie pour éviter l'abattis brûlis. L'agroécologie est pensée et vécue comme une quête de reconnaissance identitaire, en particulier des femmes en regard de leurs connaissances sur les plantes et leur lien à l'alimentation. Elles sont nombreuses, avec de jeunes hommes aussi, à être multiplicatrices agroécologiques, diffusant les savoirs sur les plantes natives et gérant des viviers de plants qui sont installées dans les *quintals* et les zones de reforestation.